



Archives et Droits de l'Homme

Août 2015 – Principes relatifs à l'accès aux archives

Cet article est le neuvième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

8. Les institutions qui conservent des archives font en sorte que les contraintes opérationnelles n'empêchent pas l'accès aux archives.

Le droit égal d'accès aux documents d'archives ne signifie pas simplement bénéficier d'un traitement égal, mais s'applique aussi au droit d'en bénéficier de façon égale.

Les archivistes comprennent les besoins venant à la fois des chercheurs qui utilisent déjà les archives, et de ceux qui pourraient les utiliser ; ils tirent parti de cette connaissance pour concevoir des politiques et des services qui répondent à ces besoins et réduisent les contraintes d'accès opérationnelles. Ils aident en particulier les handicapés, les illettrés ou les personnes désavantagées et qui pourraient avoir dans le cas contraire d'importantes difficultés pour consulter les archives.

Les institutions d'archives publiques fournissent aux personnes qui souhaitent faire des recherches dans les archives un accès gratuit à celles-ci. Les institutions d'archives privées peuvent instaurer des frais d'inscription, mais devraient tenir compte de la capacité du demandeur à payer, et faire en sorte que ces frais ne soient pas un obstacle à la consultation.

Les chercheurs, qu'ils vivent loin de l'institution qui conserve les archives ou qu'ils s'y rendent, peuvent obtenir des copies sur des formats variés en fonction des capacités techniques de l'institution d'archives. Les institutions peuvent faire payer, selon des tarifs raisonnables, le service de copie à la demande.

La communication partielle des documents est un moyen de permettre l'accès quand le dossier ou le document ne peuvent être communiqués dans leur intégralité. Si certaines phrases ou quelques pages d'un document d'archive contiennent une information

sensible, celle-ci en est retirée et le reste du document peut être communiquée au public. Dans la mesure du possible, les archivistes ne refusent pas d'expurger les archives demandées à cause du travail que cela exige; cependant si le fait d'expurger un document ou un dossier en fausse le sens ou les rendent inintelligibles, les archivistes ne les expurgent pas, et ils restent non-communicables.

Ce Principe traite de plusieurs questions, dont deux parlent des frais de service et de la communication partielle ou de l'expurgation lorsque des archives ou des dossiers entiers ne peuvent pas être communiqués. Voici trois exemples de situations couvertes par le Principe 8:

Les chercheurs qui ne peuvent pas savoir si les documents sont disponibles perdent souvent du temps et de l'argent. Dans une lettre ouverte publiée en novembre 2005, trois chercheurs ont écrit au sujet de leurs problèmes avec les archives en Roumanie. L'un, candidat doctorant à la Sorbonne, a rapporté qu'il a demandé l'autorisation d'utiliser les archives de la Securitate (la Securitate était la police secrète de l'ère communiste de Roumanie), et payé plus de 500 \$ pour un permis qui lui a été délivré en juillet 2004. Cependant, quand il est allé aux archives, il a appris que les instruments de recherche n'étaient pas disponibles et qu'il avait besoin « d'attendre un certain temps pour permettre [à ces archives] de mener les investigations nécessaires ». Il s'en est suivi un an et demi de " silence complet" (François Bocholier, Stefano Bottoni et Dennis Deletant « Chers collègues et amis », 2005-11-25, exemplaire en ma possession).

Les frais d'utilisation des documents d'archives peuvent être un obstacle sérieux pour certains chercheurs. Comme indiqué dans la section Général ci-dessous, les documentaristes se plaignent du coût d'obtention des images de l'Holocauste. En Hongrie, le National Digital Archive et le Film Institute demandent 4'000 euros par minute pour les droits mondiaux d'utilisation des images de Juifs à Budapest étant forcés de marcher vers les trains qui les mèneraient à Auschwitz. Un membre du personnel de l'Institut a justifié le montant en disant que, même si les archives étaient en partie financées par l'État: « Nous devons aussi gagner de l'argent pour survivre ». Après le décès de la plupart des gens qui peuvent raconter une histoire personnelle des atrocités nazies, les films sont des sources de plus en plus importantes pour l'enseignement sur ces événements et les coûts demandés pour le visionnement des films ne doit pas être un obstacle à leur utilisation.

Expurger et partiellement communiquer des dossiers est un moyen important de garantir un meilleur accès quand des archives ou des documents entiers ne peuvent pas être rendus publics, mais cela doit être fait avec soin et de manière cohérente. En avril, la *National Security Archive*, une organisation non gouvernementale des États-Unis qui dépose de nombreuses demandes d'accès liées à la loi Freedom of Information Act, a publié les copies de quatre retraits d'information différents d'un même document sur une période de douze ans. Chaque exemplaire était différent, mais quand toutes les versions sont réunies, l'ensemble du document a en fait été communiqué. Cette incohérence jette le discrédit sur la pratique de l'expurgation, qui peut être un outil important pour assurer

l'accès tout en protégeant l'information qui doit être retenue pendant une certaine période.
<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB420/>

Comme l'archiviste hongrois l'a souligné, les archives ont besoin de trouver de nouveaux fonds et du personnel pour couvrir les opérations des archives. Mais les archivistes doivent être sûrs que les contraintes opérationnelles avec lesquelles ils vivent et celles qu'ils imposent au public de chercheurs sont justes, cohérentes, et n'empêchent pas l'accès aux archives.

Commentaire.

Tout l'été, nous avons été submergés par les photos de réfugiés: Haïtiens fuyant la République dominicaine, Rohingya de Birmanie mourant en Thaïlande, vagues de bateaux s'échouant sur les côtes européennes, le triste spectacle des réfugiés marchant de Budapest vers la frontière autrichienne. L'humanité entière se désespère de cet exode.

Que devrions-nous prendre si nous avons à fuir notre maison à cause de la guerre, de la météo, de la pauvreté ou d'une épidémie ? Vous prendriez probablement une carte d'identité: une carte émise par le gouvernement, un passeport, un permis de conduire, une carte d'identité sociale, un badge de travail.

Vous prendriez de l'argent ou des documents qui vous permettent de retirer de l'argent (cartes bancaires, numéros de compte). Vous pourriez prendre une photo de ceux qui vous sont chers. Si vous êtes inquiets que votre maison soit touchée, vous pourriez prendre un document montrant la propriété ou votre droit d'y vivre, mais vous devriez y penser en avance pour les prendre avec vous. Vous pourriez emmener une licence de mariage ou un certificat de naissance pour vos enfants; vous pourriez emmener avec vous une attestation médicale de votre médecin traitant concernant vos traitements et les médicaments que vous prenez. Vous vous agripperiez à un document contenant le nom et l'adresse d'un proche vivant dans un autre pays, si vous en avez un.

Vous seriez chanceux de traverser une frontière avec tous ces documents. Ils pourraient être abîmés par la pluie, perdus lorsque le bateau coule, saisis par les garde-frontières qui veulent vous voler votre identité, comme les Serbes l'ont fait quand les Kosovars ont fui en Macédoine en 1999. Et si vous arrivez sans pièce d'identité, le pays d'accueil aura besoin que vous juriez qui vous êtes et, si possible, avoir une ou deux personnes qui puissent attester de votre identité. Ils vous donneront ensuite un document d'identité.

A la fin de la crise, il se peut que vous retourniez chez vous et réclamiez votre appartement, votre travail, votre droit à la retraite ou aux services de santé. Mais existera-t-il des documents qui attestent de vos droits? Est-ce que les records du gouvernement, des entreprises, des services de santé auront survécu ou auront-ils été détruits pendant la crise ? C'est pourquoi le besoin d'un stockage pérenne des archives émerge. Dans les pays où le risque de destruction est très grand, que ce soit pour des raisons liées à la guerre ou au climat, les archivistes ont besoin de trouver un lieu de stockage dans un endroit sûr qui entreposera une copie de sécurité des archives les plus importantes des institutions.

Evidemment, le problème est d'avoir une copie qui puisse être envoyée dans un lieu de stockage sûr. La plupart des archives ne sont pas numériques, et commencer un programme de numérisation une fois confronté à un désastre imminent est peu réaliste. Envoyer les originaux, non-numériques, constitue une énorme tâche qui ne peut être entreprise qu'avec l'aide des principaux services de transport, qui ne sont souvent pas disponibles lors de crise. Les archivistes qui pensent que leurs fonds courent un danger dans un futur plus ou moins proche doivent prendre les devants et identifier quelles sont les archives les plus importantes, (celles relatives notamment aux plaintes liées aux violations des droits de l'homme), et engager un programme de numérisation pour celles-ci.

Les archivistes du monde entier vivant dans des pays plus sûrs, devraient revoir leurs mandats, examiner leur conscience et voir s'ils ne peuvent pas offrir un abri sûr pour les copies numériques des archives qui courent un risque (ou s'ils existent des copies de microfilms). C'est très différent d'avoir une copie et de la communiquer pour la recherche ; c'est un service équivalent à celui d'un coffre-fort ou d'une boîte d'archives dans une banque, contenant des documents que vous préservez de façon pérenne et sûre au nom d'archivistes qui décident de l'accès et peuvent les rappeler si besoin. Les archives sont un bien commun. Nous, archivistes, devons assurer leur sécurité et leur préservation en même temps, pour le bien commun.

Nouvelles du Groupe de travail sur les Droits de l'homme. Le Groupe de travail sur les Droits de l'homme se réunira au Congrès annuel en Islande le samedi 26 septembre à 14h00. L'agenda est joint à cette *Lettre d'Information*. Quiconque souhaiterait ajouter quelque chose est prié de contacter Trudy Peterson (trudy@trudypeterson.com). Le dimanche 27 septembre, il y a aura une réunion conjointe avec le Groupe de Travail, la Section des Archives du monde des entreprises et la Section des Associations professionnelles. Quiconque ne faisant pas partie d'un de ces 3 groupes et qui souhaite participer à la réunion devrait contacter Trudy Peterson.

Le Groupe de travail sur les Droits de l'homme cherche un traducteur français et un traducteur espagnol pour partager la charge de travail de traduction. Cristina Bianchi a mené à bien l'importante charge de traduction en français pendant des années, et nous lui en sommes profondément reconnaissants. Cependant, maintenant, elle a d'autres tâches qui rendent impossible pour elle de traduire la *Lettre d'Information* tous les mois, elle a donc demandé si quelqu'un était volontaire pour partager la tâche. Roman Lescano a traduit en espagnol mais ne peut continuer; Gustavo Castaner est d'accord pour partager la traduction en espagnol avec une ou plusieurs personnes. Si vous voulez aider à traduire, merci de contacter Trudy Peterson ou bien Cristina Bianchi.

Nouvelles internationales.

Cour Pénale Internationale (CPI) Les juges de la cour d'Appel ont déclaré à la chambre inférieure de rouvrir une audience pour savoir s'il fallait prendre action contre le Kenya au sujet d'éventuelles obstructions concernant les investigations menées par le CPI au sujet du président Uhuru Kenyatta, a rapporté Reuters. <http://www.reuters.com/article/2015/08/19/us-kenya-court-idUSKCN0QO0RB20150819>; opinion, voir <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc2034599.pdf>

Nations Unies. Le Conseil de Sécurité a voté une résolution établissant une Organisation pour la Prohibition des Armes chimiques/Nations Unies "Mécanisme joint d'investigation pour identifier dans la mesure du possible les individus, les entités, les groupes ou les gouvernements qui ont perpétré, organisé, ou sinon ont été impliqués dans l'usage d'armes chimiques, incluant la chlorine ou tout autre produit chimique toxique en Syrie". Les records, obtenus soit par l'enquête ou créés lors de l'enquête, seront des sources cruciales pour tenir les auteurs responsables dans le futur. <http://www.un.org/press/en/2015/sc12001.doc.htm>

UNICEF. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance a rapporté que l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest "avait perturbé l'enregistrement des naissances au Liberia, laissant des centaines de milliers d'enfants sans état-civil, courant le danger d'être adoptés illégalement ou bien d'être victimes de la traite a rapporté la Fondation Thomson Reuters. UNICEF prévoit cette année au Liberia une vaste campagne pour les enfants non-enregistrés en 2014. UNICEF a récemment enregistré 250 000 enfants en Sierra Leone, également dévastée par l'épidémie Ebola. http://www.trust.org/item/20150731000203-a8jfq/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+50815&utm_content=Weekly+Digest+50815+CID_7715dcfce3d9bd4d45d11fc018cb91ab&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Ebola%20disrupts%20Liberia%20birth%20records%20poses%20trafficking%20threat-UN

Panel d'experts des Nations Unies sur le Sud-Soudan. Le panel a envoyé une lettre au Conseil de Sécurité contenant les découvertes préliminaires sur la terrible situation au Sud-Soudan déchiré par la guerre. Le Panel a rapporté qu'il "enquêtait sur la chaîne de commandement concernant toutes les parties impliquées et regardait les canaux de financement utilisés par le gouvernement et par l'opposition pour poursuivre en justice la guerre et les individus et entités qui ont gagné de l'argent grâce au conflit". Le panel a vivement conseillé qu'un règlement durable du conflit devait inclure " la responsabilité pour crimes de guerre commis lors de la guerre". Les records, à nouveau, sont la clé pour les investigations ; les archives du Panel ont besoin d'une protection fiable. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1524056.pdf>

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA). UNRWA a rapporté que pour "la première fois en 5 décennies, les taux de mortalité avaient augmenté à Gaza parmi les nouveau-nés des réfugiés palestiniens." Afin d'obtenir ces données, ils ont demandé à toutes les mères ayant plus d'un enfant venues à l'un des 22 centres de santé de l'UNRWA pour enregistrer leur dernier enfant né pour l'immunisation si leur enfant précédent était vivant ou décédé. Une explication fut donnée sur le but de la recherche et le contenu de l'interview" à ces 3218 mères, interviewées entre août et octobre 2013 ; leur consentement fut consigné sur chaque feuille d'interview. En plus du questionnaire, les archives concernant la santé des enfants et les archives prénatales furent utilisées.

Monde/nouvelles générales.

Reconnaissance faciale et vie privée. Selon *Vice News*, la technologie de reconnaissance faciale, utilisant un algorithme mathématique sur l'image du visage pour créer une 'empreinte du visage' digitale, représente un énorme marché de 1,3 milliards de dollars et il pourrait doubler en taille d'ici 2022. Selon certaines sources, l'algorithme Facenet de Google identifie les visages avec une fiabilité de 99,63 % et Deepface de Facebook est fiable à 97,25%. Un rapport du Bureau de responsabilité du Gouvernement des États-Unis (US Government

Accountability Office), publié fin juillet, dit qu' "aucune loi fédérale relative à la vie privée ne régle les usages commerciaux de la technologie de reconnaissance faciale, et les lois ne résolvent pas les problèmes clés liés à la vie privée que les différentes parties prenantes ont soulevé, telles les circonstances durant lesquelles la technologie peut être utilisée pour identifier des individus ou retrouver les proches et compagnons. Il se peut que les lois relatives à la collecte, l'usage et au stockage d'information personnelle puisse s'appliquer à l'usage commercial de la reconnaissance faciale dans des conditions précises, telles l'information collectée par les organismes de soins médicaux et les institutions financières."

https://news.vice.com/article/facial-recognition-technology-is-big-business-and-its-coming-for-you?utm_source=vicenewsemail; Pour le rapport GAO, <http://www.gao.gov/products/GAO-15-621>

Crimes Nazis. *i24.news* a produit un film sur les efforts de la Bibliothèque Centrale d'Allemagne et de l'Université de Hambourg pour retourner les livres qu'ils détiennent, livres pris aux Juifs par les nazis durant la seconde guerre mondiale. Le directeur de la Bibliothèque Centrale d'Allemagne essayant d'identifier les livres a confié à la chaîne de télévision "qu'environ 2000 des livres acquis étaient enregistrés dans un registre spécial et qu'un numéro d'inventaire avait été donné commençant par la lettre J, et nous en avons trouvé environ 1500, 1600. Mais le reste, qui a été enregistré après la guerre, était enregistré comme « cadeau » et fut mélangé avec d'autres donations. Si bien que maintenant nous n'avons aucun moyen de savoir quels livres donnés furent en fait pillés, à moins que nous ne trouvions un nom ou d'autres traces à l'intérieur des livres ». <http://www.i24news.tv/en/news/international/europe/80492-150801-mission-impossible-german-libraries-try-to-return-nazi-looted-books>

Données piratées. Le site web Ashley Madison, site de rencontres extra-maritales et réseau social, a été piraté et les informations personnelles (courriels, cartes de crédit, préférences sexuelles) d'environ 39 millions d'utilisateurs ont été divulguées au media. Bien que beaucoup de gens n'aient aucune compassion pour ceux dont les noms ont été divulgués, au moins 2 personnes, selon *The Guardian*, se sont suicidées après que leur nom a été divulgué et *VICE News* écrit que certaines des personnes nommées qui cherchaient des relations avec une personne de même sexe « habitent probablement dans un des 79 pays où l'homosexualité est illégale, et dans certains, passible de la peine de mort ». Parce que la société est basée à Toronto, le Commissaire du Bureau en charge de la vie Privée, au Canada, (Canada's Office of the Privacy Commissioner) enquête sur le piratage, rapporte *thestar.com* <https://news.vice.com/article/how-the-ashley-madison-hack-could-threaten-peoples-lives>; <http://www.theguardian.com/world/2015/aug/24/toronto-suicides-ashley-madison-hack>; <http://www.thestar.com/business/2015/08/24/privacy-commissioner-investigates-ashley-madison-data-breach.html>

Programme de surveillance de l'Agence de Sécurité Nationale des États-Unis. Une équipe de chercheurs du *New York Times* et de *ProPublica* travaillant sur des documents fournis par Edward Snowden a établi que " la capacité de l'Agence de Sécurité Nationale pour capturer le trafic Internet aux États-Unis, au fil des décennies, a reposé sur un partenariat étroit avec une seule société : le géant des télécoms AT&T." Ils ont expliqué que " la mise à disposition du trafic internet de l'étranger à l'étranger vers la NSA a été particulièrement importante parce que de larges parties des communications Internet passent par des câbles situés aux États-Unis ». <https://www.propublica.org/article/a-trail-of-evidence-leading-to-atts-partnership-with-the-nsa>

Exxon Mobil et les abus des droits de l'homme. Dans un cas qui dure depuis 2001, un groupe d'Indonésiens poursuit ExxonMobil, prétendant que la société a aidé et encouragé la torture, le

kidnapping, les violences sexuelles et les meurtres de villageois par des forces de sécurité dans la province de l'Aceh où ExxonMobil gérait des champs pétrolifères. En juillet, un juge fédéral des États-Unis a prononcé un jugement selon lequel le cas pouvait être poursuivi dans le cadre du Statut de l'acte délictueux Etranger (" US Alien Tort Statute ") aux États-Unis. Un avocat spécialisé dans les droits de l'homme a dit à l'association *100Reporters* que la décision "semble offrir un plan d'action pour les autres plaignants qui pourraient utiliser le Alien Tort Statute dans le futur." Un blogueur universitaire du Centre des Droits de l'homme de l'Université d'Essex, après avoir noté qu'en 2013 la Cour Suprême des États-Unis avait jugé que l'ATS ne pouvait pas être utilisé dans un cas contre Royal Dutch Petroleum, écrivait « ce qui a fait la différence dans le dossier ExxonMobil furent les informations découvertes par les avocats des plaignants parmi les documents divulgués par ExxonMobil durant la phase de découverte. Après avoir revu ces documents, les plaignants ont prétendu que les dirigeants de la compagnie mère qui étaient aux États-Unis non seulement étaient au courant des abus mais ils étaient aussi impliqués dans les abus ". Le blogueur expliqua ensuite que la situation est vraiment différente en Europe continentale "comme il n'y a ni découverte ni de règle de divulgation obligeant l'autre parti à divulguer des informations en sa possession", créant "presque une impossibilité pour les victimes ". <https://100r.org/2015/07/exxon-human-rights-case-survives-claim-that-execs-knew-all-along/>; <http://blogs.essex.ac.uk/hrc/2015/08/27/the-impact-of-enhanced-corporate-transparency-on-access-to-remedy-for-victims-of-corporate-human-rights-abuses-some-reflections-on-the-decision-of-the-us-court-in-the-exxon-mobil-case/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Chili/États-Unis. A la suite des arrestations en juillet 2015 d'anciens militaires impliqués dans la tuerie et la défiguration de deux adolescents chiliens en 1986, l'organisation américaine non-gouvernementale National Security Archives a publié 5 records expurgés de la Maison Blanche, de la CIA et du Département de la Défense, incluant un document datant du 14 juillet 1986 qui montre que le gouvernement américain savait à l'époque que des unités américaines étaient impliquées. Peter Kornbluh, le chercheur qui a obtenu les documents, dit que "document contenant les instructions du soir" pour le président qui avait été divulgué, constitue " la seule fois où un crime des droits de l'homme au Chili était inclus dans les instructions du soir au Président des États-Unis. " Les documents déclassifiés pourraient donner l'opportunité aux juges au Chili de l'utiliser dans le présent cas. Pour le contexte, voir la *Lettre d'Information HRWG* de Juillet 2015. <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB523-Los-Quemados-Chiles-Pinochet-Covered-up-Human-Rights-Atrocity/>

France/Allemagne. A l'approche du 35e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, un groupe d'historiens allemands et français a demandé que les archives de l'Occupation nazie à Paris, en particulier celles de la Gestapo, soit rendues publiques. Ils ont demandé aussi que toutes les archives relatives à la collaboration des citoyens français avec les occupants allemands soient préservées et ouvertes à la recherche.

http://www.lepoint.fr/societe/collaboration-quand-les-archives-vont-parler-13-08-2015-1956528_23.php
http://www.lepoint.fr/histoire/gestapo-les-dossiers-les-plus-interessants-ont-disparu-13-08-2015-1956418_1615.php

Inde/Royaume Uni. (1) La commission des tombes militaires du Commonwealth a publié en ligne les archives des morts enterrés sur différents sites dans le monde lors de la seconde guerre mondiale, incluant les archives des troupes de l'Inde britannique, a rapporté *The New Indian Express*. (2) Un directeur général en retraite de la section de renseignement de la Police d'Etat a recherché les archives liées aux personnes considérées par les Britanniques comme terroristes

et datant de la période précédant l'indépendance. Il a dit au *The Times of India* qu'il a "trouvé que la plupart des informations relatives aux dossiers du Bureau de renseignement datant de la période avant l'indépendance étaient incomplètes et des pages importantes manquantes." mais il a trouvé que " les pages manquantes avaient été conservées d'une façon sérielle " à la British Library à Londres.

<http://www.newindianexpress.com/nation/CWGC-Declassifies-Records-of-Indian-Soldiers-Killed-in-WW-II/2015/08/15/article2975274.ece>;
<http://timesofindia.indiatimes.com/city/kolkata/Ex-cop-traces-lost-Rash-Behari-Bose-records/articleshow/48507376.cms>

Ireland/Royaume Uni. Un chercheur irlandais a voulu "obtenir les noms des informateurs qui ont travaillé contre les sociétés secrètes Irlandaise entre 1892 et 1910 » en coopérant avec les services de police du Royaume Uni, a rapporté *The Sunday Times*. Il a intenté un procès après qu'un lui a refusé l'accès. Une cour composée de 3 juges a prononcé un jugement contre lui (2 juges contre un), disant que "divulguer les noms des informateurs risquerait de mettre en danger leurs descendants et empêcherait le recrutement d'informateurs " et " puisque le conflit avec l'Irlande est à peine apaisé", les noms devraient être retirés "à vie".

État Islamique. *Bloomberg News* a interviewé Zainab Bnangura l'Envoyé Special des Nations Unies en charge des violences sexuelles dans les conflits. Elle a dit que lors d'un voyage en Irak en avril on lui avait donné copie d'une brochure de l'Etat Islamique qui incluait une liste des prix d'esclaves, "montrant que les enfants capturés plus jeunes rapportaient le plus d'argent". Elle a dit qu'elle avait vérifié que le document provenait bien de l'État Islamique et reflète de réelles transactions." http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-08-03/sex-slaves-sold-by-islamic-state-the-younger-the-better?mkt_tok=3RkMMJWWjF9wsRonv6rAd%2B%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdcjKPmjr1YIHRMBil%2BSLDwEYJlv6SgFSLHM Ma12z7gLXxI%3D

Le *New York Times* a publié un long rapport sur l'esclavage et le viol systématique des femmes et jeunes filles Yazidi capturées par les combattants de l'Etat Islamique. L'État Islamique " a développé une bureaucratie détaillée sur l'esclavage sexuel, comprenant les contrats de prix notariés par les cours islamiques diries par ISIS." Les femmes qui ont réussi à s'échapper ont dit que " leur statut en tant qu'esclave était enregistré dans un contrat. Lors de leur vente par leur propriétaire à un nouvel acheteur, un nouveau contrat était rédigé, comme lors d'un transfert de propriété foncière." Au moins une femme a été libérée, on lui a alors donné un "certificat d'émancipation" signé par un juge de l'État Islamique. Certaines femmes Yazidi captives ont été achetées par un grossiste, qui les a photographiées et leur a donné des numéros pour faire de la publicité auprès de potentiels acheteurs." Un ensemble de mémos de politique interne et de discussions théologiques a établi des directives sur l'esclavage, comprenant un manuel pratique d'utilisation rédigé par le "Islamic State Research and Fatwa Department" (Département de l'Avis religieux et de recherche de l'Etat Islamique) le mois dernier (juillet 2015).

Israël/Palestine. Une vidéo de 3 minutes et demies a été publiée en ligne par un soldat israélien des forces de défense, qui portait un masque et retenait par une clé au cou un garçon palestinien de 12 ans avec un bras cassé dans une écharpe, est devenue virale, a rapporté *Al-Monitor*. Le commandant a ordonné au soldat de libérer le garçon, mais la diffusion publique de la vidéo a soulevé le problème du nombre d'enfants et de jeunes arrêtés plus tôt par les forces israéliennes de défense. Selon un avocat représentant les Palestiniens, presque tous les adolescents arrêtés restent en détention pendant leur procès. Il a dit qu'il soutient toujours que

c'est une arrestation injustifiée de la jeunesse, mais "à la fin le militaire créé une vidéo ou tout autre type de documentation de l'événement".

<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/08/nabi-saleh-west-bank-idf-soldier-childrens-rights-arrest.html>

Mexique/États-Unis. Deux organisations non-gouvernementales, le "Washington Office on Latin America" (Bureau de Washington sur l'Amérique Latine) et le "Violence Policy Center" (Centre de la politique sur la violence), ont utilisé une base de données relatives aux inculpations des cours de justice américaines" et ont découvert que 59% des fusils semi-automatiques saisis par les forces américaines chargées de faire appliquer la loi qui étaient illégalement exportées vers le Mexique, étaient fabriquées à l'étranger et importées aux États-Unis pour être l'objet de trafic ultérieurement."

http://www.wola.org/sites/default/files/Gun_Running_Nation.pdf

Sri Lanka/Royaume Uni. "Freedom from Torture", une organisation non-gouvernementale du Royaume Uni, a publié un rapport disant que " la torture de la minorité Tamoul au Sri Lanka par la police et les militaires reste un problème majeur 6 ans après la fin de la guerre civile avec des victimes battues, brûlées ou sexuellement abusées". Le rapport " Paix corrompue: la torture au Sri Lanka depuis mai 2009", est fondé sur les rapports médico-légaux sur 148 survivants maintenant au Royaume Uni, rapport documentant leurs blessures physiques et psychologiques liées à la torture menée entre 2009 et 2013. IL est dit que 100 % furent brutalement battues, 78% brûlées et 71% abusées sexuellement; un tiers des cas était des sri-lankais qui retournait au pays après un séjour au Royaume Uni; la majeure partie des cas était tamoul (129 sur 148 soit 94%)." L'association caritative fournit l'aide aux personnes arrivant en Grande-Bretagne et les aide à évaluer leurs plaintes pour torture; si cela est confirmé, le rapport sur la personne est soumis au Home Office pour engager une demande d'asile.

<http://www.freedomfromtorture.org/print/news-blogs/8506>; <http://www.trust.org/item/20150813070405-22f1r/?source=dpMostPopular>

Royaume Uni/États-Unis. Dans une remarquable découverte aux Archives Nationales du Royaume Uni, 2 records coloniaux, longtemps ignorés, nomment spécifiquement 4 groupes Amérindiens qui sont venus ensemble près de ce qui est appelé aujourd'hui Macon, Géorgie, pour former la tribu indienne des Creeks. Un de ces groupes était les Chickasha, qui n'étaient pas connus pour avoir vécu là. Cette découverte " a d'importantes implications pour le programme de protection des tombes amérindiennes et de rapatriement," *l'examiner.com* a écrit, car les tribus qui ont vécu dans cette région ont leur mot à dire sur la disposition des restes humains et des objets sacrés trouvés là. Les records " étaient stockées dans une boîte pendant plus de 2 siècles et demis, mais la découverte fut rendue possible grâce à un inventaire numérique datant d'il y a deux ans lancé aux Archives Nationales du Royaume Uni".

L'importance de la description archivistique ne peut être plus claire.

<http://www.examiner.com/article/colonial-documents-reveal-chickasaws-as-co-founders-of-creek-confederacy>

Nouvelles Nationales

Australie. La commission royale en charge des réponses institutionnelles en réponse aux abus sexuels sur les enfants a tenu une audience publique sur l'expérience des survivants d'abus sexuels au sein de l'église des témoins de Jéhovah. Selon le *Washington Post*, "de 1950 à 2014, la "Watch Tower Bible" et la Tract Society ont accumulé 5000 dossiers détaillant les abus sexuels d'enfants australiens par 1006 de ses membres". Toutes les plaintes contre l'église "ont été enregistrées soigneusement dans des dossiers scellés, avec les réponses des églises".

https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/jehovahs-witnesses-face-child-sex-abuse-investigation-in-australia/2015/08/14/d8a58eda-406e-11e5-9561-4b3dc93e3b9a_story.html

Bangladesh. Le *Dhaka Tribune* a rapporté que “60% des cas de procès non résolus dans le pays, impliquant environ 1,8 million de plaignants, sont liés uniquement aux disputes foncières. Alors que le retard dans le traitement des procès augmente le nombre, la raison de cet énorme retard est lié au mauvais état de conservation des records et à la corruption de l’administration dans le système de gestion foncière.” Le journal souhaite une numérisation des records fonciers “ afin que la propriété foncière soit rendue transparente et confirmée en ligne à moindre frais.” <http://www.dhakatribune.com/editorial/2015/aug/25/digitalise-record-keeping-root-out-corruption-land-offices>

Bosnie. En juin la cour d’Etat a reconnu coupable 3 anciens soldats de viol durant la guerre des Balkans dans les années 1990 et a ordonné qu’ils indemnisent leurs victimes “pour la première fois dans le pays”, a rapporté *BIRN*. Les coupables feront appel, mais si la condamnation est maintenue, les hommes devront soumettre des déclarations au sujet de leur propriété foncière et confirmé, sous peine de sanctions criminelles, que ces déclarations sont correctes”. L’avocat de l’un des condamnés a dit que c’est “très difficile” pour lui de payer parce qu’il “n’est pas enregistré en tant que propriétaire d’un bien foncier”, soulignant l’état d’enregistrement des archives cadastrales en Bosnie. http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-struggles-with-war-rape-compensation-08-13-2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=54a1085dfc-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-54a1085dfc-311109073

Canada. A la suite de plusieurs cas de jeunes hommes de couleur abattus par la police de Toronto, des activistes ont voulu comprendre les modèles historiques concernant les meurtres commis par la police, uniquement afin de trouver qu’ “ aucune statistique fondée sur des bases non- raciales au sujet des confrontations avec la police sont conservées par les défenseurs de la police provinciale, ou les Statistiques du Canada, la police de Toronto ou le Ministère de la Sûreté communale et des Services de Correction”, a rapporté *The Star*. *The Star* a demandé à l’unité spéciale d’investigation de l’Ontario (un défenseur civil de la police) des informations sur chaque incident mortel survenu depuis 1990. L’unité a fourni une liste qui “contenait uniquement les dates des fusillades mortelles impliquant la police”. *The Star* “ a vérifié ” les dates avec les archives des journaux et des communiqués de presse pour identifier la personne tuées. Sur un total de 51 morts, *The Star* ne pouvait pas déterminer la race de la personne tuée dans 33% des cas mais dans 35% des cas la personne était de sexe masculine et d’origine Noire (la population noire de Toronto représente approximativement 9% de la population). <http://www.thestar.com/news/crime/2015/08/16/how-many-black-men-have-been-killed-by-toronto-police-we-cant-know.html>

Colombie. L’organisation non-gouvernementale *Somos Defensores* conserve les données sur les attaques contre les défenseurs des droits de l’homme en Colombie. Dans son rapport semi-annuel, même si le processus de paix avec les Farc se poursuit et progresse, un défenseur des droits de l’homme a été assassiné tous les 5 jours au cours du premier semestre 2015. De plus, 322 défenseurs des droits de l’homme ont été menacés. Pour l’ article de *teleSur* sur le rapport, voir <http://www.telesur.net/english/news/Report-1-Colombian-Human-Rights-Defender-Murdered-Every-5-Days-20150819-0019.html>; pour le rapport <http://somosdefensores.org/index.php/en/publicaciones/informes-siaddhh/134-los-nadie>

Egypte. Les disparitions forcées ont augmenté en 2015, et en réponse un groupe d’activistes a lancé l’initiative Al-Horriya lil Gedaan, compilant “une base de données documentant 163 cas de disparition forcée sans investigation dans différents gouvernorats entre avril et le 7 juin. Parmi ces cas, les emplacements de 66 personnes sont inconnus, et le sort de 31 incertain. 64

personnes ont été retrouvées 24 heures après avoir été détenues sans investigation, ce qui est contre la constitution. 2 personnes furent tuées après avoir disparu, a écrit *Al-Monitor*.

http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/08/egypt-forced-abduction-arrest-campaigns-police.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=8eebdadde3-August_20_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-8eebdadde3-93088897#

Bien que l'âge légal du mariage soit de 18 ans en Egypte, le mariage en-dessous de 18 ans persiste en Egypte. Après qu'un homme a posté en ligne une photo de la cérémonie de fiançailles de sa fille âgée de 5 ans avec un cousin âgé de 8 ans, "une vague de critique s'est abattue" a rapporté *Al-Monitor*. La falsification des contrats de mariage (principalement l'âge des personnes mariées) est punissable d'une amende et d'une peine de prison; cependant "la falsification des contrats de mariage" permet contribue à l'enrichissement des officiants impliqués" a dit un officiant a *Al-Monitor*. Les contrats de mariage sont nécessaires pour obtenir des certificats de naissance et les services de santé comprenant les vaccinations.

http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/08/egypt-underage-marriage-wedding-law-officiant-bribery.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=eb7e0602dc-August_27_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-eb7e0602dc-93088897

Inde. L'Inde semble avoir des problèmes avec ses *records*.

(1) Selon un chercheur qui travaille sur une étude exhaustive relative à la peine capitale en Inde, un rapport officiel datant de 1967 dit que 1410 personnes ont été exécutées entre 1953 et 1963, mais que pour la période depuis 1947, le système carcéral n'a de dossiers que sur 765 cas. Le professeur menant cette étude a dit au *TIME* magazine, "il y a un manque complet d'information, ils n'ont même pas les noms des prisonniers, encore moins les dossiers officiels. Cela reflète juste l'endurcissement du système de conservation des records dans les prisons. " Il a dit qu'il n'y a " pas d'autorité centrale" renforçant la réglementation pour la conservation des records dans les prisons et que les prisons ont dit que les records étaient soit "perdus soit détruits par les termites".

<http://time.com/3981848/india-execution-records-destroyed-termites/>
<http://timesofindia.indiatimes.com/india/Death-penalty-files-lost-eaten-by-termites/articleshow/4832218.cms>

(2) Le *Times of India* a rapporté que plus de 200 000" photographies et empreintes digitales sur les documents de registres cadastraux, 15 993 actes notariés de sociétés et compagnies et plus de 4000 certificats, incluant les certificats de mariage, manquent dans les registres des bureaux des 43 offices de l'état-civil." C'étaient tous les documents électroniques créés entre 2003 et 2014, et même le système de sauvegarde, une caractéristique normale pour tout type de documentation électronique, a échoué." Les copies papier sont disponibles seulement à partir de 2011.

<http://timesofindia.indiatimes.com/city/bengaluru/2-lakh-e-records-missing-from-stamps-and-registration-department/articleshow/48384241.cms>

(3) Une cour à Delhi a condamné un homme à 4 ans de prison pour être entré dans la salle de stockage des records de la cour" et pour "avoir volé les records judiciaires d'un cas de violence domestique engagé par sa femme". Le vol a été enregistré par les caméras, a rapporté *The Indian Express*.

<http://indianexpress.com/article/cities/delhi/caught-on-camera-man-steals-judicial-files-on-case-filed-by-wife-jailed/#>

Le gouvernement a diffusé les données sur la religion collectées durant le recensement décennal national de 2011. Il a montré que 79,8% of the population est Hindoue, un déclin de 0,7% depuis 2011, et les musulmans représentent 14,2 %, soit un accroissement de 0,8 %. Les chrétiens sont troisièmes, et le communiqué officiel affirme qu'il n'y a pas de changement significatif de la proportion de chrétiens." C'est important car les missionnaires chrétiens

avaient été accusés durant la décennie précédente de convertir les gens des tribus et ceux des castes des Intouchables. Des lois avaient été votées pour mettre fin aux conversions et des cas ouverts par la police” et quelques missionnaires attaqués, a rapporté *UCAN*, mais apparemment les soi-disantes conversions qui ont eu lieu n’ont pas changé la proportion relative de la population chrétienne. . http://www.eurasiareview.com/27082015-india-census-casts-doubts-on-forced-christian-conversion-claims/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Irak. La Bibliothèque et les Archives nationales d’Irak ont entrepris “ un important projet de numérisation et de préservation en cours” sur les records du Ministère de l’Intérieur de 1939 à 1958, a rapporté Associated Press. Bien que les archives de “1977 à 2003” aient été réduites en cendres”, au début de l’occupation en 2003 menée par les États-Unis quand des incendiaires ont mis le feu à la Bibliothèque” “ plus tôt les archives de 1920 à 1977, comprenant les documents sensibles du Ministère de l’Intérieur, ont été stockées dans des sacs de riz et ont survécu à l’incendie”. <http://uk.businessinsider.com/iraq-is-rushing-to-digitize-its-national-library-under-the-threat-of-isis-2015-8?r=US&IR=T>

Israël. Les contenus d’enregistrement audio effectués par l’ancien ministre de la Défense israélienne Ehud Barak pour les 2 personnes qui écrivent son autobiographie ont fuite dans les médias. Dans les enregistrements, Barak “ explique pourquoi Israël n’a pas attaqué en 2012 les sites nucléaires iraniens”, a rapporté *Al-Monitor*, ajoutant que les enregistrements contenaient en fait peu de nouveautés car “ la vaste majorité de l’information avait été publiée dans de nombreux organes de presse.” http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/08/israel-ehud-barak-attacking-iran-tapes-netanyahu.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=6d5b5b2989-August_25_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-6d5b5b2989-93088897

Kosovo. Le parlement a amendé la constitution et établi une cour chargée des crimes de guerre pour juger les anciens combattants de l’Armée de Libération du Kosovo, accusés de crimes de guerre. La cour est composée de juges internationaux et est basé à La Haye. *Balkan Insight* a publié une analyse claire sur la méthode de travail de la cour et a noté "les archives et les documents de la cour seront conservés dans un lieu sûr et spécifique hors du Kosovo." <http://www.balkaninsight.com/en/article/how-will-special-kosovo-court-work--08-05-2015>

Libye. Human Rights Watch (HRW) a rapporté qu’une vidéo d’une minute obtenue par *clearnews*, un site de nouvelles en ligne, “semble montrer des officiels et des gardes à la prison al-Harba interrogeant et maltraitant plusieurs détenus, comprenant al-Saadi Gaddafi” (le fils de l’ancien dictateur Muammar Gaddafi). Qualifiant la vidéo de “vidéo choquante semblant montrer des prisonniers en train d’être battus”, HRW a dit aux autorités libyennes quelles devraient enquêter sur le traitement de prisonniers détenus dans les prisons”. <https://www.hrw.org/news/2015/08/03/libya-jail-video-alleges-gaddafi-son-abused>

Macédoine. La Macédoine arrêtera son processus très discuté de purge le 1er janvier, mais prévoit de continuer à bannir quiconque fut un ancien collaborateur de la police secrète de travailler dans les institutions publiques,” a rapporté *BIRN*. “ La commission a jusqu’ici épluché plusieurs milliers de dossiers secrets et a découvert que près de 300 personnes furent d’anciens collaborateurs”. Pour le contexte, voir *HRWG Lettre d’Information 2014-01 and 2014-10*. http://www.balkaninsight.com/en/article/macedonia-scraps-lustration-keeps-sanctions-against-spies--08-26-2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=b088966840-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-b088966840-311109073

Mexique. Le groupe interdisciplinaire d'experts engagés par le gouvernement et la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour enquêter sur la disparition des 43 étudiants à Iguala en septembre 2014 a dit à la presse qu'ils n'avaient pas été autorisés à interviewer le personnel militaire présumé être impliqué. Le Groupe a alors dit qu' "il se peut que les vidéos de sécurité contenant des preuves aient été détruites", a rapporté *BBC News*. Pour le contexte, voir *HRWG Lettre d'Information* 2015-06. <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-33969394>

Pakistan. Un groupe d'hommes de 3 villages a enlevé durant la dernière décennie plus de 280 enfants les forçant à des actes sexuels et les filmant. Ils ont ensuite utilisé les vidéos pour faire chanter les victimes et leurs familles et il se peut qu'ils aient vendu des vidéos à des opérateurs de sites pornographiques aux États-Unis, au Royaume Uni et en Europe. Pour un résumé de cette sordide histoire, avec des liens, voir *Foreign Policy*. <http://foreignpolicy.com/2015/08/11/child-sex-abuse-and-blackmail-the-horrible-scandal-rocking-a-pakistani-village/>

Palestine. *Al-Monitor* a publié une histoire sur les difficultés que les chercheurs ont pour trouver des archives sur l'histoire de la Palestine. Mohammed Buhais, directeur des Archives nationales Palestiniennes, a annoncé le 11 août un plan pour rassembler d'abord les archives venant des pays arabes, ensuite celles des pays amis tels la Turquie, l'Espagne, le Canada, et en troisième lieu en provenance des anciens pays coloniaux. Buhais a dit que "Ni Israël ni le monde entier ne pourront nier toute négociation sur la restauration des droits palestiniens s'ils sont appuyés par des archives". http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/09/palestinian-plan-retrieve-archive-diaspora-inside.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=4f95368055-September_03_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-4f95368055-93088897#

Russie. En juillet, les Archives d'Etat russes ont posté sur leur site web un rapport datant de 1948 écrit par le Procureur en chef militaire qui questionnait l'avis général et unanime de l'héroïsme de 28 gardes de Panfilov Durant la seconde guerre mondiale (pour le contexte, voir *HRGW Lettre d'Information* Juillet 2015). A la fin de juillet, le ministre de la culture annonce lors d'une réunion sur les archives, que "les employés des Archives d'Etat russes ne devraient pas donner leur propre analyse des documents d'archives" a rapporté *TASS*. Le ministre a déclaré "la question de savoir ce que les employés des archives devraient faire est survenue. Ils devraient faire ce pour quoi ils sont payés, et ils ne devraient pas contrôler les autres professions dans ce processus", que les archivistes fournissent des documents "mais les journalistes devraient tirer leurs propres conclusions" et le directeur des archives "n'est pas un écrivain, un journaliste, ou un combattant contre la fabrication de l'Histoire." Un film sur les 28 gardes, les décrivant comme des héros, sortira à l'automne 2015; le ministre de la culture "a alloué des fonds pour sa production" et la Société d'histoire militaire russe, présidée par le ministre, a approuvé le film.

<https://meduza.io/en/news/2015/07/31/ahead-of-patriotic-film-release-russian-culture-minister-tells-archival-workers-to-pipe-down>

Arabie Saoudite. Deux vidéos montrant le harcèlement de femmes durant les célébrations de l'Eid al-Fitr ont été publiées sur YouTube; l'une a été visionnée plus de 1,5 millions de fois, a rapporté le *Huffington Post*. Le *Post* a ressorti des statistiques sur les cas de harcèlement en Arabie Saoudite qui ont été compilées par le journal *el-Watan* à partir de statistiques fournies par le Ministère de la justice; qui ont montré que 3982 cas de harcèlement ont été instruits devant une cour de justice durant l'année 2013-2014. . http://www.huffingtonpost.com/2015/08/07/sexual-harassment-saudi-arabia_n_7934850.html?mkt_tok=3RkMMJWWfF9wsRonv6rAd%2B%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdcjKPmjr1YIHRMBjI%2BSDLdWEYJlv6SgFSLHMMa12z7gLXxI%3D

Suède. Le gouvernement a annoncé qu'il croit que les affaires et le respect pour les droits de l'homme vont main dans la main et doivent faire partie d'une importante politique de responsabilité sociale de l'entreprise. Le gouvernement a par conséquent établi un plan d'action national pour les affaires et les droits de l'homme." Une bonne gestion des records est essentielle dans l'application pratique de ce plan. <http://www.government.se/information-material/2015/08/action-plan-for-business-and-human-rights/>

Syrie. Stephen Rapp, l'ancien ambassadeur itinérant des États-Unis, a été interviewé par *Al-Monitor* juste après qu'il a quitté son office. Rapp a appelé à tenir pour coupable le président syrien Bashar al-Assad de crimes commis Durant la guerre. Rapp a dit que le "seul point brillant" dans ce processus de responsabilité, "est la façon dont le régime a généré autant de documents avec des cachets qui sont tombés dans les mains de l'opposition." Il a dit que la documentation "peut être achetée par kilos d'un groupe à l'autre dans diverses parties du pays". http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/08/stephen-rapp-no-syria-peace-assad-prosecution.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=61821873ba-August_13_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-61821873ba-93088897

Turquie. *Today's Zaman*, citant le journal *Taraf*, a rapporté que le parti de la justice et du développement (parti AK) "a détruit deux camions remplis de documents officiels puisqu'il avait perdu, pour la première fois depuis 13 ans, la majorité absolue au parlement lors de l'élection du 13 juin." Le parti AK a ordonné aux fonctionnaires de "détruire les documents officiels tels que ceux appartenant à un fonds officieux de dépenses et des documents décrivant les dissidents." http://www.todayzaman.com/national_report-ak-party-has-destroyed-2-truckloads-of-documents-since-election_396088.html

La Turquie a plus de 53 000 maires (mukhtars) de villages et régions, élus lors d'élections municipales tous les cinq ans, qui sont responsables de relayer aux autorités les records relatives à la naissance, à la mort, au service militaire et au changement de résidence" a expliqué *Al-Monitor*. Ils rendent compte selon un système électronique d'information mukhtar, qui contient une ligne spéciale leur permettant d'envoyer des messages ("sujets divers, comprenant plaintes, souhaits, opinions et propositions) au Directeur local des administrations du ministère de l'Intérieur, qui les redirige vers les bonnes agences". Dans une réunion avec un groupe de mukhtars, le président turque Erdogan leur a dit qu'ils ont "un devoir de renseignement" et qu'ils connaissent certainement les gens qui sont terroristes et ils doivent le reporter à l'unité de sécurité la plus proche." Une évaluation et une programmation du système électronique ont besoin de considérer les droits des individus pour savoir à qui l'information est relayée." . http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/08/turkey-erdogan-intelligence-support-from-headmen.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=63c3878d4a-WR_August_29_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-63c3878d4a-93088897

Royaume Uni. Dans un épisode lié à l'enquête en cours sur les abus sexuels d'enfants dans des institutions comme les orphelinats, les polices de Wiltshire enquêtent sur une accusation selon laquelle l'ancien premier ministre Edward Heath "aurait été impliqué dans des délits concernant des enfants." Au même moment, la commission des plaintes de la police a annoncé qu'elle enquêtait sur des plaintes qu'un tribunal avait stoppées sans les années 1990 parce que cela aurait entraîné de dévoiler les allégations au sujet de Heath. La commission a dit que les plaintes provenaient d'un ancien officier de police de Wiltshire, a rapporté *The Guardian*.

<http://www.theguardian.com/politics/2015/aug/05/investigation-edward-heath-child-abuse-claims-go-national>;
<http://www.theguardian.com/politics/2015/aug/11/edward-heath-abuse-claims-allegations-received-2001>

M5, le service secret du Royaume Uni, a diffusé une liste de dossiers comprenant des documents raturés du dossier de la lauréate du prix Nobel l'auteur Doris Lessing, décédée en 21013. *VICE News* rapporte que le MI5 a commencé la surveillance de Lessing dans les années 1940, menant la surveillance "en collaboration étroite avec la police métropolitaine de Londres, qui a maintenu son propre dossier sur Lessing." <http://www.nationalarchives.gov.uk/about/news/latest-top-secret-mi5-files-released/>; <https://news.vice.com/article/mi5-spied-on-a-nobel-prize-winning-author-for-over-a-decade-new-files-reveal>

On a offert à la British Library une large collection de documents relative aux Talibans, comprenant des journaux officiels, des cartes, des émissions radiophoniques mais la British Library a décidé de décliner l'offre, a rapporté la BBC. Un porte-parole de la Bibliothèque déclarant " Bien que les archives soient reconnus de grande valeur pour la recherche, il a été estimé que certains documents contrevenaient à la Loi antiterroriste (Terrorism Act), et qu'ils pouvaient présenter des restrictions sur la capacité de la Bibliothèque à permettre l'accès des archives aux chercheurs." <http://www.bbc.com/news/uk-34088661>

États-Unis. Les scandales ont continué à affecter l'administration des Vétérans ("Vétérans Administration). Lors d'une inspection surprise du bureau des vétérans de Los Angeles, le Bureau de l'Inspecteur Général a retrouvé 9 documents relatifs à des requêtes "placés malencontreusement ... dans des poubelles pour destruction", huit d'entre eux "pouvaient influencer sur les allocations des vétérans". Le Bureau de l'Inspecteur Général de l'Administration des vétérans (OIG) ne pouvait fournir aucune information quant aux documents détruits les deux dernières années "a rapporté le *Washington Examiner*, et le rapport constate que les employés travaillant avec des records "manquaient de formation relative à la conservation, la revue, la protection et la destruction appropriée des records des vétérans et du gouvernement". Dans le sud Dakota sur le campus de l'administration des vétérans a Hot Springs, quelqu'un a jeté dans une poubelle durant un déménagement de bureau "des dossiers contenant des informations personnelles sur 1100 vétérans", où ils ont été retrouvés et triés, a rapporté le *Rapid City Journal*. <http://www.washingtonexaminer.com/va-caught-sending-vet-mail-to-the-shredder/article/2570354>;
<http://www.fiercecontentmanagement.com/story/va-office-caught-ignoring-records-management-policies-shredding-documents/2015-08-26>;
http://rapidcityjournal.com/news/local/veterans-files-thrown-in-garbage-at-va-hot-springs-vets/article_c53c039d-6795-541c-8033-d99b65d148d7.html

Pendant plus d'un siècle, les agences de renforcement législatif avaient eu le droit de demander aux services postaux "d'enregistrer les noms, les adresses de retour et autre information a 'extérieur des lettres et colis savant qu'ils soient livrés à la maison de la personne suspectée d'activité criminelle", un programme appelé "surveillance des courriers". Maintenant, les records d'un audit par l'Inspecteur General des services postaux ont été divulgués suite au "Freedom Information Act". Il montre qu'environ 1000 requêtes ont été faites entre 2011 et 2013, la plupart venant sans surprise du FBI, du service des Impôts, de la DEA et du département de la sécurité intérieure. Selon le *New York Times*, "l'audit mettait en doute l'efficacité et l'exactitude dans la gestion des demandes de surveillance de courriers." <http://www.nytimes.com/2015/08/14/us/copy-of-postal-service-audit-shows-extent-of-mail-surveillance.html>

ProPublica, qui a publié une série d'articles d'investigation sur les services médicaux, en a produit deux supplémentaires. L'un concerne les opposants à l'avortement qui "ont fouillé les poubelles" des cliniques pratiquant l'avortement "à la recherche d'information sur les

patientes”. Des activistes qui ont trouvé des records ont ensuite appelé les services gouvernementaux afin de sécuriser le matériel et poursuivre les cliniques qui ont partagé l’information médicale des patients sans leur consentement, un acte prohibé par les lois fédérales. http://www.propublica.org/article/foes-dive-for-discarded-records-in-abortion-clinic-dumpsters?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name= and http://www.propublica.org/article/activists-pursue-private-abortion-details-using-public-records-laws?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name=

Un second article a rapporté qu’une analyse des rapports d’inspection gouvernementaux a trouvé qu’entre 2011 et 2014, au moins 165 pensionnaires des maisons de repos ont été hospitalisés ou sont décédés à la suite d’erreurs impliquant le Coumadin ou sa version générique le warfarin.” Le gouvernement fédéral demande maintenant aux inspecteurs de la santé “de rechercher activement les erreurs des maisons de repos” dans la gestion des médicaments. http://www.propublica.org/article/feds-call-for-more-scrutiny-of-nursing-home-errors-involving-blood-thinner?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name=

A la suite de la publication de la déposition du jury d’accusation David Greenglass, dont la déposition contre Ethel et Julius Rosenberg en 1951 a conduit à leur exécution comme espions en 1953, les fils Rosenberg ont demandé au gouvernement de “exonérer formellement Ethel Rosenberg”. Greenglass est mort en 2014, les fils pensent que sa déposition est différente de celle qu’il a donnée au procès et montre qu’Ethel n’était pas impliquée dans une quelconque activité d’espionnage. http://topics.nytimes.com/top/reference/timestopics/people/r/ethel_rosenberg/index.html

États-Unis /Missouri. Des accusations d’une vente de bébé à l’hôpital de Saint-Louis entre 1950 et 1979 se sont révélées fausses quand les records de l’hôpital qui a fermé en 1979, ont été divulgués au public à la suite de l’enquête menée par le bureau du ministère de la justice, a rapporté le *St. Louis Post-Dispatch*. http://www.stltoday.com/news/opinion/editorial-a-baby-theft-ring-no-just-poor-record-keeping/article_e6330a2b-67c9-511a-9dcd-3a105b0f5c52.html

Yémen. Amnesty International a publié un rapport fondé sur des interviews au Yémen entre mai et juillet, disant que toutes les parties du conflit avaient commis des crimes de guerre. Les chercheurs d’Amnesty” ont documenté des centaines de cas de civils, la plupart des enfants et des femmes, tués ou blessés alors qu’ils dormaient dans leurs maisons ou allaient vaquer à leurs activités quotidiennes, aller chercher de l’eau, acheter de la nourriture ou rendre visite à des proches.” http://www.amnesty.org.au/images/uploads/crisis/Amnesty_Report_on_Yemen_Nowhere_safe.pdf